

Isère

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Région : la majorité adopte seule son plan sécurité à 300 millions

Dominique MENVIELLE



La Région compte expérimenter la reconnaissance faciale. « L'usage de la reconnaissance faciale se fait a posteriori, pas en temps réel, et permet de retracer le parcours des délinquants et des criminels », assure Laurent Wauquiez. Photo Le Progrès / Joël PHILIPPON

Il passe mal. Le plan sécurité au budget doublé, promesse de campagne du candidat Laurent Wauquiez, était au cœur de l'assemblée plénière lundi. La majorité, qui n'a besoin de personne pour l'adopter, voulait aller vite. C'est fait.

Même le Rassemblement national s'est déclaré contre l'usage de la reconnaissance faciale, mesure phare du [plan sécurité présenté à la Région](#). « Sous le prétexte de protection des honnêtes citoyens, vous vous apprêtez à mettre en place un terrifiant moyen de contrôle de ces mêmes honnêtes gens. Car les voyous, racailles, terroristes et autres malfaisants trouveront vite des parades qui existent d'ailleurs déjà », a souligné Vincent Lecaillon (RN), pointant « une évolution inacceptable et insensée ».

Une déconvenue pour le président de Région LR Laurent Wauquiez qui a avoué ne pas comprendre ce positionnement. Pour lui, il y a confusion. Et de préciser : « L'usage de la reconnaissance faciale se fait a posteriori, pas en temps réel, et permet de retracer le parcours des délinquants et des criminels. »

Pour Renaud Pfeffer, vice-président en charge de la sécurité et rapporteur de la délibération, le RN réagit comme il y a 30 ans avec la vidéo-surveillance. Il insiste : « Il est évident qu'on s'inscrit dans un cadre légal. » La remarque vaut pour Anna Auboïs (PS et démocrates) qui s'inquiète de l'expérimentation annoncée. « Elle ne peut avoir lieu que sous le contrôle de la Cnil, sur un temps limité et avec le consentement des usagers de la ligne concernée », défend la conseillère régionale d'opposition.

Plusieurs voix s'élèvent alors pour réclamer, au-delà des moyens répressifs, des moyens humains. « Vous reprenez d'une main ce que vous donnez de l'autre. Nous réclamons une attention particulière au fait de ne pas vider les trains et les gares de présence humaine », souligne Jean-Baptiste Baud (PS et démocrates), qui demande « 10 millions pour recruter du personnel dans les TER ».

Finalement, les différents groupes d'opposition ont voté contre le plan sécurité qui sera mis en œuvre sur ce mandat et comprend aussi 10 000 caméras supplémentaires dans les communes, des caméras dans les cars scolaires, une brigade pour les lycées, des dispositifs d'alerte pour les commerçants agressés, pour les femmes violentées, etc.

Najat Vallaud-Belkacem (PS), qui veut « apprécier le plan proposé à l'aune de son efficacité », pointe des effets de manche et regrette que la prévention ne soit jamais abordée. La cheffe de file du groupe PS aurait voulu voter certains aspects du plan, mais en est empêchée par le règlement intérieur.

La charge est plus violente de la part des écologistes. « Votre programme était présidentiel or vous n'êtes pas président de la République. Pour l'échelon régional, il vous faut tordre votre arsenal qui ne permet pas de vous doter de telles politiques. Nous serons des garde-fous », prévient Zerrin Bataray tout en annonçant un recours en justice. « La reconnaissance faciale a été utilisée place Bellecour donc par la Ville de Lyon », lui répond, énervé, Laurent Wauquiez.

« On répond à la question de la criminalité mais pas aux incivilités, ni à la délinquance », selon Cécile Cukierman (PC/LFI) qui a voté contre. Comme le RN. Seuls les Radicaux ont choisi l'abstention. « Humanité et fermeté » attend Guillaume Lacroix (PRG) qui pointe des manques. « Ce rapport permet des choses concrètes, dont [30 % d'effectifs de police ferroviaire](#) en plus d'ici la fin de l'année », répète Laurent Wauquiez, regrettant des « postures » et citant régulièrement Rousseau, son contrat social et le fait que la sécurité est la première des libertés.